

Bolsonaro entrave une enquête sur la corruption au Brésil



Brasilia, 27 juin (RHC) Les parlementaires de l'opposition au Brésil recherchent des signes d'ingérence du président Jair Bolsonaro dans l'enquête que la police fédérale (PF) mène sur une affaire de corruption au sein du ministère de l'Éducation.

L'ancien ministre de l'Éducation Milton Ribeiro a été arrêté le 22 juin (il a été libéré plus tard) suivant les ordres du juge Renato Borelli, dans le cadre d'une procédure qui enquête également sur les pasteurs Gilmar Santos et Arilton Moura, qui ont obtenu des fonds du ministère, de manière illégale de la part des maires.

Le 21 mars, le journal Folha de Sao Paulo a publié un enregistrement audio dans lequel Ribeiro déclare avoir favorisé une demande du président d'extrême-droite et des conseils municipaux liés à deux religieux amis du gouvernement.

Selon le site Brasil de Fato, les soupçons d'obstruction de Bolsonaro à l'enquête policière sont apparus dans un enregistrement divulgué vendredi, suite à une interception téléphonique effectuée par la police fédérale.

Dans l'audio, Ribeiro révèle que Bolsonaro l'a averti de la possibilité que des mandats d'arrêt soient signifiés à son domicile.

Au cours de la conversation avec sa fille, Milton Ribeiro assure qu'il a reçu cette information des semaines avant que la police ne déclenche l'opération "Accès payant". Cette action a conduit à l'arrestation de l'ancien ministre de l'éducation et des deux religieux accusés d'être impliqués dans l'affaire de corruption.

Le sénateur Randolfe Rodrigues a informé par le biais de son compte Twitter qu'il allait déposer une accusation contre le chef de l'État pour avoir entravé l'action de la justice.

Ce que veut Bolsonaro, c'est discréditer la police fédérale, le pouvoir judiciaire et toutes les institutions. "Nous allons déposer une plainte contre le président de la République au STF (Tribunal fédéral suprême) pour entrave à la justice et violation du secret professionnel", a-t-il réitéré.

Il a insisté sur le fait qu'une Commission d'enquête parlementaire (CPI) est plus que jamais nécessaire pour donner à la police fédérale et au Bureau du Procureur "la tranquillité d'esprit nécessaire" pour mener cette enquête.

Rodrigues a annoncé qu'il avait recueilli les 27 signatures nécessaires pour demander l'ouverture d'une enquête sur ce qu'il a appelé "le plus grand scandale de corruption de l'histoire". La demande doit être approuvée cette semaine.

Pour éteindre le scandale, le gouvernement tente de faire pression sur les parlementaires pour qu'ils retirent leur signature, selon un rapport du journal O Globo.

Selon le magazine Carta Capital, les membres du Parti des travailleurs à la Chambre des députés préconise que Bolsonaro soit démis de ses fonctions jusqu'à ce que l'affaire soit pleinement éclaircie.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/291902-bolsonaro-entrave-une-enquete-sur-la-corruption-au-bresil>



Radio Habana Cuba